



Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Journal of medieval and humanistic studies

24 | 2012

Au-delà des miroirs : la littérature politique dans la France de Charles VI et Charles VII

Introduction

Frédérique Lachaud et Lydwine Scordia



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/crm/12896>

DOI : 10.4000/crm.12896

ISSN : 2273-0893

Éditeur

Classiques Garnier

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2012

Pagination : 9-19

ISSN : 2115-6360

Référence électronique

Frédérique Lachaud et Lydwine Scordia, « Introduction », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* [En ligne], 24 | 2012, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 13 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/crm/12896> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/crm.12896>

© Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Introduction

Pourquoi une nouvelle rencontre sur la littérature politique en France à la fin du Moyen Âge ? La bibliographie sur le sujet est considérable, et les travaux des vingt dernières années ont permis de faire avancer de manière décisive notre conception de la production politique de la période. En particulier, la question – dans un contexte d’urgence politique et militaire – de l’engagement des auteurs, la présence de la subjectivité de l’auteur dans la littérature politique ont été fortement soulignées, tout comme l’ouverture de genres littéraires très variés à des interrogations d’ordre proprement politique. La transformation et l’élargissement des audiences ont également été démontrés¹.

Il semble toutefois qu’il y ait encore matière à réflexion. Ainsi, la question même des raisons du recours à l’écrit, dans un contexte où c’était les rituels curiaux qui étaient normalement destinés à créer ou à conforter la légitimité du prince, peut être posée. D’autres approches semblent pouvoir renouveler le sujet. Il s’agit notamment de mieux appréhender le contexte où les écrits politiques ont pu jouer ; cela va de pair sans doute avec un travail d’édition sur des textes dont la mise à la disposition du public date. Sans doute faut-il aussi s’intéresser de plus près à la formulation d’interrogations politiques dans des genres comme le récit historique. Si un consensus s’est dégagé sur l’ouverture générique de la littérature politique, et si les études spécifiques se sont multipliées, les modalités précises de cette transformation restent à cerner. Enfin, peut-être doit-on s’interroger sur les modalités du renouvellement des thèmes de la littérature politique, qu’il s’agisse de la défense de la nation, liée à l’exaltation de la monarchie, ou de l’irruption du peuple comme acteur à part entière.

Ce sont ces différentes interrogations qui nous ont poussées, dans la continuité d’un premier colloque tenu à Rouen en 2005, à proposer une nouvelle rencontre sur ce thème, en choisissant toutefois de nous arrêter sur les ouvrages produits en France sous les règnes de Charles VI et Charles VII². Cette période vit

¹ Sur ces questions, voir notamment la mise au point de Cl. Gauvard, « Christine de Pizan et ses contemporains : l’engagement politique des écrivains dans le royaume de France aux XIV^e et XV^e siècles », *Une Femme de lettres au Moyen Âge. Études autour de Christine de Pizan*, dir. L. Dulac et B. Ribémont, Orléans, Paradigme, 1995, p. 105-28, et l’ouvrage de J. Blanchard et J.-Cl. Mühlethaler, *Écriture et pouvoir à l’aube des temps modernes*, Paris, PUF, 2002, *passim*. Pour une réflexion collective récente sur la littérature française de la fin du Moyen Âge, voir *Le Prince en son « miroir »*. *Littérature et politique sous les premiers Valois. Actes de la journée d’études organisée par le laboratoire HLLI (Histoire, Langues, Littératures, Interculturel) à Dunkerque (Université du Littoral-Côte d’Opale) le jeudi 22 octobre 2009*, éd. J. Devaux et A. Marchandise, numéro spécial de la revue *Le Moyen Âge*, t. 116, n° 3-4, 2010.

² La rencontre a eu lieu les 15 et 16 septembre 2011 à l’Université Paul-Verlaine Metz, aujourd’hui Université de Lorraine. Nous souhaitons remercier ici le CRULH (Centre de Recherche Universitaire Lorrain d’Histoire) de Metz et le GRHIS (Groupe de Recherche

en effet le renouvellement profond de la littérature politique, dans un contexte de crise aux multiples facettes, mais, aussi, de manière plus positive, dans la lancée des réalisations exceptionnelles du règne de Charles V, notamment des traductions des grandes œuvres politiques antiques et médiévales, qui fournirent un nouveau cadre pour l'écriture en vernaculaire sur les pouvoirs.

Contexte, auteurs, audiences

Rappelons en quelques mots le contexte dans lequel se situe la littérature politique des règnes de Charles VI et Charles VII. Après la minorité de Charles VI, porteuse d'espoirs comme de menaces, l'épisode de la folie du roi en 1392 signala le début d'une instabilité majeure au cœur même du pouvoir, même si nul ne savait alors que cette incapacité allait s'avérer chronique. Face à cette situation se posait le problème de la capacité ou non à envisager des alternatives à l'exercice personnel du pouvoir par le roi : les espoirs devaient se porter sur la reine, sur les princes, comme sur l'héritier du trône, espoirs à chaque fois déçus après des amorces de réforme. En effet, les dissensions entre les princes précipitèrent le pays dans ce qu'on peut qualifier de guerre civile, dont le cheminement, d'assassinats en paix fourrées, fut suivi pas à pas par les auteurs politiques. Cette crise intérieure se conjuga avec une situation extérieure complexe. L'échec militaire face à Henri V conduisit le royaume et ses élites vers une crise sans précédent. Le traité de Troyes (1420) et le partage de fait du royaume posaient la question de la légitimité du pouvoir de manière complètement nouvelle, alors même que la défense de la nation s'imposait comme un thème politique de premier plan. Enfin, les déchirements au sein de l'Église eurent des retombées majeures sur la vie politique intérieure du royaume, les alignements politiques étant doublés de réalignements sur les positions des différents papes.

Les maux subis par les populations du royaume, les défis qu'il fallait relever créèrent un sentiment d'urgence, voire une atmosphère catastrophiste qui connut son acmé dans les années 1407-1418 : face à des situations inédites, il fallait proposer des analyses, mais, aussi, des voies nouvelles, offrir une critique des événements et des acteurs. Toutefois, à partir des années 1430-1440, le contexte changea profondément : le redressement monarchique, le retour à l'unité du royaume, l'adoption de la Pragmatique Sanction (1438), qui inaugurerait une ère nouvelle dans les relations entre l'Église de France et Rome, signalent des transformations significatives et une stabilisation des rapports entre le roi et le pays.

Les agents de la réflexion politique

Les règnes de Charles VI et Charles VII ont donc vu, plus peut-être que d'autres périodes, se multiplier les événements extraordinaires concomitants (folie du roi, guerres, grand schisme d'Occident, soustractions d'obédience en 1398-1403 et 1407-1409). Face à ces défis, les hommes de pouvoir durent s'adapter, trouver des solutions, qu'il fallait justifier, et qui ont été parfois pérennisées.

d'Histoire) de Rouen, dont le soutien financier et logistique nous a permis de tenir le colloque.

Le contexte a suscité une inflation de textes ; mais les malheurs du temps pouvaient tout autant entraîner une distance avec les événements, qu'elle se traduise par le silence – y eut-il des auteurs qui auraient pu participer à la réflexion et qui ne l'ont pas fait ? – ou par une littérature décalée par rapport aux réalités contemporaines. L'action politique en vue de buts stables – la paix, la justice, l'ordre, le bien commun... – se trouvait valorisée par la prééminence accordée par les canonistes, depuis le XIII^e siècle, à la *causa finalis* par rapport à la *causa efficiens*, aux buts plus qu'à l'agent. De plus, l'argument de la nécessité rendait possible ce qui ne l'était pas légalement. La nécessité entraînait l'infraction à la loi, admise, en théorie, de manière ponctuelle et éphémère, mais souvent pérennisée dans la pratique. En ce sens, la nécessité a été un accélérateur du politique, ou, pour reprendre la formulation de J. Krynen, elle rendit possible une « acculturation politique des intellectuels »³. Des interrogations subsistaient. Qui allait être en mesure de pratiquer cette politique de nécessité ? Avec quelle légitimité ? Celle d'une utilité publique qui concernait tout le monde ? Celle de l'agent ? Et de quelle manière ? Par l'exercice du politique ou par la loi ? Mais comment édicter une législation fondée sur l'argument de nécessité quand la loi vise à une certaine universalité, alors que la nécessité est unique et singulière ?

Face aussi à la transformation de l'action politique, la sphère d'élaboration de la réflexion s'élargit, et chacun s'appliqua à expliquer, interpréter, déplorer, critiquer et proposer des solutions. L'ampleur de la production dans le domaine de l'écrit politique au cours de cette période n'a pas véritablement de précédent : le saut quantitatif de la production est bien l'un des caractères de l'écrit aux XIV^e et XV^e siècles, et cette multiplication des œuvres correspond aussi à des audiences démultipliées. Le recours massif à l'écriture était toutefois équivoque : signe de la maturité politique chez des serviteurs de l'État comme Nicolas de Baye ou Jean de Montreuil, il est en même temps une manifestation du désarroi et de l'impuissance de ceux qui expliquaient les événements faute de pouvoir y remédier ou venaient quémander des avantages personnels. On le voit avec Jean Dubois qui, dans ses conseils et prédictions à Charles VII (1445), explique que la soustraction d'obédience a provoqué la colère de Dieu : les malheurs s'abattent sur la France par l'intermédiaire des Anglais, fléau de Dieu, « sergens et verges de Dieu pour nous pugnir ». Mais la France se repentira, et viendra le temps de la paix et de la liberté, et il n'y aura plus aucun impôt dans le royaume. Arrivée à cette conclusion, l'ample vision du « povre et petit subgiet » tourne court, Jean Dubois demande au roi de l'exempter :

Pour quoy vous supplie vostre povre et ignorant sugiet que ceste franchise commence en luy et par luy, en l'afranchissant de toutes subsidies qui court et pevent courir en vostre royaume, tant luy que ses enfans pour y habiter et demourer⁴.

³ J. Krynen, « Idéologie et royauté », *Saint-Denis et la royauté, Études offertes à Bernard Guenée*, dir. Fr. Autrand, Cl. Gauvard et J.-M. Moeglin, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 614 (p. 609-20).

⁴ Jean Dubois, « Conseils et prédictions adressés à Charles VII en 1445 par un certain Jean du Bois », éd. N. Valois, *Annuaire-bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1909, p. 215, 223, 231-2 (p. 201-38).

Ceux qui se sentaient appelés à écrire sur le sujet n'étaient pas nécessairement compétents ni légitimes : la paix et la justice étaient des buts fédérateurs, mais les moyens proposés différaient. Quant à la définition des fonctions et aux rôles respectifs des membres du corps politique, chacun en avait sa vision spécifique. On connaît la réplique de Louis d'Orléans faite à l'été 1405 à l'Université :

Dans une question de foi, vous ne prendriez sans doute point conseil d'une assemblée de chevaliers ; de même, dans une question de guerre, ce n'est pas à vous qu'il est à propos de consulter. Retournez donc à vos écoles, et renfermez-vous dans les limites de votre ministère. Bien que l'Université soit appelée fille du roi, il ne lui appartient pas d'intervenir dans le gouvernement du royaume⁵.

Qui étaient donc les prudhommes compétents ? Les princes pour Louis d'Orléans et pour le duc de Bourgogne en raison des vertus du sang. Tous ceux qui étaient dévoués à la cause royale pour Gerson, chancelier de l'Université, qui l'explique dans son *Vivat rex* du novembre 1405. Mais fallait-il prendre en compte le chant du poète dans la vie politique⁶ ? Et que penser des auteurs stipendiés qui, tels Christine de Pizan ou Nicolas de Clamanges, envoyaient leurs traités à deux princes rivaux ? Ou de ceux qui adressaient leurs écrits à des princes âgés qui n'en étaient les récipiendaires que parce qu'ils avaient survécu aux troubles et à l'âge ? Ce que fit Jacques Legrand en 1410 quand il offrit son *Livre des bonnes mœurs* au duc de Berry, alors âgé de 70 ans.

C'est sans doute la position des auteurs d'ouvrages politiques aux XIV^e et XV^e siècles qui a le plus récemment retenu l'attention des chercheurs. Étaient-ils ou non à la solde des grands ? Quelle est la part des commandes dans leur production ? Le fait que les auteurs soient de moins en moins gens d'Église a-t-il eu des conséquences, non seulement sur la qualité de l'écriture politique (une formation moindre, mais, en contrepartie, une expérience de terrain), mais aussi sur leur liberté d'expression ?

Un autre acquis majeur des études récentes est d'avoir souligné la dimension subjective de l'écrit politique, qu'il s'agisse ou non d'un artifice rhétorique. La présence accrue de l'auteur dans les textes politiques de la fin du Moyen Âge, surtout ceux qui sont écrits dans un contexte non-scolaire, est en effet frappante. Mais on doit toutefois prendre garde à ne pas les estimer à l'aune des miroirs capétiens du XIII^e siècle, dont la dimension apparemment objective est la conséquence de l'influence scolastique. Les grandes œuvres du XII^e siècle sont également marquées par l'irruption constante de l'auteur dans le texte, et par ses

⁵ *Chronique du religieux de Saint-Denis*, éd. L. Bellaguet, introd. B. Guenée, Paris, Éd. du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, 1994, 3 vol., t. III, p. 314-5, cité dans J. Verger, « *Regnum et studium* : l'université comme auxiliaire du pouvoir au Moyen Âge », *Le Pouvoir au Moyen Âge. Idéologies, pratiques, représentations*, dir. Cl. Carozzi et H. Taviani-Carozzi, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2005, p. 310 (p. 297-311).

⁶ J. Blanchard, « L'entrée du poète dans le champ politique au XV^e siècle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 41/1, 1986, p. 43-61.

tentatives pour justifier son discours, comme le fait qu'il se mette au service du prince. Toutefois, un aspect sans doute assez neuf de la production littéraire de la fin du Moyen Âge est le sentiment de responsabilité des auteurs face à la situation politique : on peut penser que le vide au cœur du pouvoir est en partie la cause du ton adopté par beaucoup.

La question de l'audience de ces textes doit nous retenir aussi. On est frappé, à leur lecture, par le soin mis par les auteurs à s'adapter à leur public. Certes, le roi est toujours au cœur de la réflexion, puisque de sa santé, de son attitude morale notamment dépend le bonheur du royaume. Mais l'expansion du public est un trait majeur des évolutions pendant la période retenue. Le peuple apparaît désormais à la fois comme acteur et comme public, comme dans le *Livre du corps de police* de Christine de Pizan. Les femmes aussi figurent parmi les destinataires d'ouvrages politiques. C'est bien sûr le cas chez Christine ; mais plusieurs princesses sont également les destinataires d'ouvrages politiques ou pédagogiques. Par ailleurs, certains auteurs n'hésitent pas à se poser sur la scène européenne : comme Jean de Montreuil avec son *Traité contre les Anglais*, récrit en latin, comme l'ont souligné J. Blanchard et J.-Cl. Mühlethaler, pour « faire connaître partout en Europe la vérité historique sur la guerre de Cent ans. »⁷ Le choix de la langue relève de cette même logique, le recours au vernaculaire l'emportant souvent désormais. Il est aussi à mettre en rapport avec la formation de l'auteur, et il faut rappeler qu'il fut rendu possible dans le domaine de l'écriture politique par la multiplication des traductions d'ouvrages politiques dans l'entourage de Charles V : l'accès aux auteurs classiques de la théorie politique, comme l'élaboration d'un vocabulaire politique en vernaculaire furent des préalables à l'extraordinaire essor de la littérature politique en français sous Charles VI et Charles VII.

Genres et autorités

Dans ces temps de troubles, si les formes traditionnelles continuèrent à dominer l'écrit politique, leurs thèmes furent cependant profondément renouvelés, ce qui à terme ne pouvait que modifier la forme même de la littérature politique. C'est le cas du songe, où l'allégorie joue un rôle majeur, dont l'ampleur, la complexité, l'atmosphère d'angoisse renouvellent profondément ce genre. Le recours à la théologie, au droit, avec l'œuvre de juristes tel Jean de Terrevermeille, marque aussi le renouvellement de l'écriture politique. Pour sa part, l'exégèse est imprégnée du contexte où ses auteurs discernent des signes de la fin des temps. Vers 1425, Nicolas de Clamanges dédie successivement son *Commentaire sur les prophéties d'Isaïe* à Louis de Guyenne († 1415), puis à Philippe le Bon. Dans cette lamentation apocalyptique, plus aucune autorité n'existe : ni empereur, ni pape, ni roi, et, par conséquent, ni loi, ni justice, ni vérité, ni recherche du salut, ni crainte de Dieu, ni peur des feux de l'enfer, ni pratique de l'obéissance, ni étude de la vertu, car la charité est devenue froide⁸. Le désordre est total : deux enfants rois se disputent la France, le roi d'Écosse est prisonnier, la guerre se déchaîne en Sicile. On voit les princes entourés de jeunes gens efféminés,

⁷ Blanchard et Mühlethaler, *op. cit.*, p. 37.

⁸ A. Coville, *Le Traité de la ruine de l'Église de Nicolas de Clamanges*, Paris, E. Droz, 1936, p. 103.

qui dorment le jour et se perdent dans les ténèbres de la nuit. Les Turcs progressent alors que les conflits entre chrétiens empêchent leur union contre les Infidèles. Le royaume de France est désolé. La nature est bouleversée : les nuages cachent le soleil, il pleut, le ciel nocturne ne contient plus d'étoiles, des prodiges se multiplient. On est bien arrivé dans les derniers temps où règnent les péchés capitaux et leurs symboles animaux (orgueil/lion ; gourmandise/ours ; luxure/porc...). Il ne reste qu'à supplier le ciel : Nicolas de Clamanges en appelle à une épiphanie – mais s'agit-il pour le Christ de remettre le monde à l'endroit ou d'accomplir la fin des temps ?

Le renouvellement se fit aussi dans la littérature prophétique, renouant ainsi avec les grands textes du XII^e siècle. Cette littérature accompagnait depuis longtemps l'imaginaire de la royauté en se glissant dans les vides creusés par la nécessité. La prétention française à la monarchie universelle s'appuyait sur un « Charles fils de Charles », aux multiples versions répandues jusque dans les régions les plus éloignées des capitales politiques. La première version du *Karolus* est dédié par Guy de Corsaint, notaire à Dijon, à Charles VI en 1381. Un demi-siècle plus tard, on en trouve une version en Rouergue, laquelle fédère Jean IV d'Armagnac, son confesseur franciscain Étienne de Gan, des Mercédaires soutenus par les Aragonnais, le pape Benoît XIII et ses successeurs réfugiés en Rouergue. Tous croient ou veulent croire qu'un « Charles fils de Charles » viendra, reconnaîtra et relèvera l'Église⁹. Prophétie et utopie sont parfois liées, comme dans le projet de la nouvelle chevalerie chez Philippe de Mézières¹⁰.

Les autorités semblent partiellement renouvelées ; les auteurs se tournent aussi vers des genres inattendus, d'une manière qui peut d'ailleurs dérouter le lecteur moderne¹¹. Si la question du politique comme catégorie du savoir semble avoir caractérisé la réflexion au XIII^e siècle et encore en partie au XIV^e siècle, cette question semble être passée au second plan à la fin du XIV^e siècle. À l'inverse, on a le sentiment que le politique comme catégorie de pensée a envahi de nombreux domaines de la réflexion et débordé dans les genres littéraires et les registres les plus variés.

La forme poétique aide le poète à saisir l'air du temps, comme chez Eustache Deschamps. Le poète est un médium, un intermédiaire qui passe au tamis de son art les événements pour en garder l'essentiel. Le cas du *Pastoralet* (1422-5) est sans doute un peu différent¹². Cette œuvre de fiction, qui est aussi œuvre de circonstance,

⁹ C. Beaune et N. Lemaître, « Prophétie et politique dans la France du Midi au XV^e siècle », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge, Temps modernes*, 102/2, 1990, p. 597-616.

¹⁰ Philippe de Mézières, *Une Epistre lamentable et consolatoire adressée en 1397 à Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, sur la défaite de Nicopolis (1396)*, éd. Ph. Contamine et J. Paviot, avec la collaboration de C. Van Hoorebeeck, Paris, Société de l'Histoire de France, 2008.

¹¹ C'est la remarque faite par Blanchard et Mühlethaler, *op. cit.*, p. 23-4, au sujet de l'ouvrage de Christine de Pizan sur Charles V : si cet ouvrage (avec son amour du détail) peut dérouter le lecteur moderne, « c'est qu'il ne rentre qu'en partie dans la tradition des miroirs des princes, voués à la diffusion d'une 'science' politique ». En mêlant les paroles édifiantes du roi et les développements sur l'art de gouverner, elle réalise « une mosaïque unique en son genre ».

¹² *Le Pastoralet*, éd. J. Blanchard, Paris, PUF, 1983.

est dédiée de manière posthume à Jean sans Peur, « tres noble et tres excellent prinche Jehan, duc de Bourgogne, conte de Flandres et d'Artois, qui en son tamps fu moult preux et vaillans, et tant loialement ama le roy Charle Sisieme, le roialme et le bien de la chose publique qu'en la fin morut ». En 9142 vers français, l'auteur, Bucarius, décrit « par pastourrie la division des Franchois et la desolation du roialme de France ». L'écriture politique se glisse aussi dans les moralités ou le théâtre de la Basoche¹³.

On voit également se multiplier les œuvres qu'on peut décrire comme relevant du *tractatus*, plus court que les traités théoriques traditionnels, ou celles qui recourent systématiquement à la forme du dialogue, ou encore à la remontrance¹⁴. Le dialogue contribue à animer la forme ; le ton se radicalise aussi, comme on le voit en 1413 dans l'appel nominatif à l'épuration des officiers sinon à leur meurtre, dans les « Remontrances de l'Université et de la ville de Paris à Charles VI sur le gouvernement du royaume »¹⁵.

C'est cette ouverture de l'écrit politique vers des genres nouveaux qui justifie le titre retenu pour cette rencontre : la pensée politique transforme-t-elle les genres, ou bien ceux-ci conditionnent-ils le contenu même de la réflexion ? En d'autres termes, l'ouverture générique permet-elle l'expression de thèmes nouveaux ? La complainte, par exemple, permet de prendre en considération les revendications du peuple de France. Il faut en tout cas souligner que l'écriture du politique s'inscrit alors dans un cadre bien précis constitué par les contraintes des genres littéraires comme par la filiation des textes. On a reproché à plusieurs auteurs – notamment Christine de Pizan – d'avoir fait passer la compilation avant la recherche d'une pensée autonome : en l'occurrence, c'est méconnaître à la fois la domination nécessaire du savoir politique, comme l'originalité et la force de la position de Christine dans ses écrits. N'oublions pas non plus que l'intertextualité est un élément majeur dans une société d'écrivains politiques où les textes circulent, où ils sont lus, évalués. On notera ainsi l'actualité de Cicéron, les guerres civiles du ^{xv}^e siècle trouvant leur précédent dans les difficultés de la République romaine menacée : en témoignent les traductions à succès du *De senectute* et surtout du *De amicitia*, par Laurent de Premierfait, qui la dédia au duc Jean de Berry en 1416. Un beau texte où l'amitié était présentée comme le fondement de la société, de la famille et des cités. Il semble toutefois que nous nous trouvions encore ici dans le cadre d'une écriture qu'on pourrait qualifier de pré-humaniste, où les auteurs

¹³ *Moralité à cinq personnages du ms. BnF fr. 25 467*, éd. J. Blanchard, Genève, Droz, 1988 ; *Moralité à six personnages (BNF ms. fr. 25 467)*, éd. J. Blanchard, Genève, Droz, 2008 ; *id.*, « La Moralité du Bien Public (1468). Musée Condé ms. 685 », *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance*, 70/3, 2008, p. 615-61 ; *id.*, « Le bien public et les moralités polémiques », *Pouvoir d'un seul et bien commun (VI^e-XVI^e siècles)*, numéro spécial de la *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, n° 32, 2010, p. 385-393 ; M. Bouhaïk-Gironès, *Les Ducs de la Basoche et le théâtre comique (Paris, 1420-1550)*, Paris, Champion, 2007.

¹⁴ Sur ces questions de genres, voir Gauvard, art. cit., p. 108.

¹⁵ H. Moranvillé, « Remontrances de l'Université et de la ville de Paris à Charles VI sur le gouvernement du royaume », *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 51/1, 1890, p. 420-42.

baignent dans les textes qui font autorité, mais sans nécessairement tenter de s'aménager une distance critique vis-à-vis d'eux¹⁶.

Le « miroir au prince » est un autre exemple de cette transformation. Les miroirs avaient d'abord mis l'accent sur des thématiques morales (se gouverner pour gouverner), puis avaient eu recours à des analogies entre la majesté divine et celle du prince, enfin, on avait observé la francisation des miroirs par un parallèle établi entre les trois attributs de la Trinité (puissance, sagesse, bonté) et les trois vertus de la trinité aux fleurs de lys. Mais, à présent, l'urgence infléchit les miroirs sur l'objet terrestre *hic et nunc*, ouvrant plus largement le spectre des registres et des thèmes. La dimension scolastique imposée par les miroirs capétiens du XIII^e siècle laisse la place à des œuvres plus intimistes, moins marquées sans doute par l'enseignement des vertus, même si l'enseignement moral est toujours la marque du genre. Le souci de la pédagogie semble l'emporter chez de nombreux auteurs : il triomphe par exemple dans le *Livre du corps de policie* de Christine de Pizan, où l'auteur fait montre d'une parfaite maîtrise de la psychologie du prince enfant. En outre, les miroirs s'ouvrent à des considérations explicites sur la société contemporaine, les pratiques des élites, les défauts des administrateurs. Dans tous les écrits, on voit la part de l'histoire s'amplifier, en particulier de l'histoire immédiate, ou encore de la biographie, qui devient un support pour mettre en avant un idéal de gouvernement, comme, à nouveau, chez Christine dans son ouvrage sur Charles V¹⁷.

De plus, le recours aux règles de la rhétorique savante, le jeu sur les registres et sur les styles, font preuve d'une plus grande recherche esthétique. L'écriture médiévale est un acte fort, difficile, qui engage pleinement l'expérience et la personne de son auteur ; c'est a priori encore plus le cas dans les milieux non scolaires. À partir du milieu du XIV^e siècle, le recours systématique à une iconographie contrôlée, le soin apporté à la calligraphie des manuscrits, la composition soignée d'ouvrages autographes destinés à circuler sont également la preuve d'une transformation d'ordre esthétique.

Le poids de l'intertextualité et celui du contexte semblent tirer les œuvres à hue et à dia. La tension est réelle, mais deux lectures divergentes ne sont pas nécessairement exclusives l'une de l'autre : elles révèlent au contraire le goût des médiévaux pour la superposition de sens. On peut prendre l'exemple du discours prononcé devant le prince par Jean Juvénal des Ursins lors des États généraux d'Orléans en 1439. *Loquar in tribulacione* [Jb 7, 11] est structuré par des lemmes bibliques, parmi lesquels *Exurge, quare obdormis, domine ?* / Lève-toi, pourquoi dors-tu, Seigneur ? [Ps 44, 24] ; 3. *Exurge, domine, adiuva nos* / Debout, viens à notre aide [Ps 44, 27]¹⁸. À plusieurs reprises, Juvénal des Ursins répète les versets du Ps 44 et les commente : « Il semble que vous dormés [...] vous vous devez esveiller [...] hélas, pauvres brebis que nous sommes. » Que fallait-il entendre ? Une

¹⁶ Sur cette question, voir notamment Q. Skinner, *The Foundations of Modern Political Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, t. I.

¹⁷ Blanchard et Mühlethaler, *op. cit.*, p. 20 : « Christine de Pizan se situe dans la tradition des miroirs qu'elle renouvelle en l'intégrant à un projet d'écriture plus vaste : l'orientation biographique du traité ancre la pédagogie dans la réalité historique récente, de sorte que le poids (implicite) de l'actualité en fait un écrit engagé au service du redressement moral du pays. »

¹⁸ Jean Juvénal des Ursins, *Écrits politiques*, éd. cit., t. I, p. 319-28, 345-6.

classique exégèse biblique, ou une incitation à l'action, non dénuée de critique, destinée à Charles VII, « le roi qui dort » ?

Thèmes et mots-leviers

Il est certain malgré tout que la dimension pratique de la littérature politique acquiert, pendant la période qui nous retient, des caractéristiques spécifiques : les conseils concrets qu'elle dispense révèlent le désir des auteurs d'intervenir directement sur la pratique du pouvoir. À cet égard, on perçoit la présence, dans les textes, d'un certain nombre de termes qu'on pourrait qualifier de « mots leviers » – sans oublier les mots absents ou évités. On y perçoit aussi une actualité exprimée de manière plus explicite, même si la dimension intemporelle de l'écriture politique est toujours bien présente¹⁹. Les figures traditionnelles de l'écriture politique en ressortent profondément renouvelées²⁰. Ainsi, la métaphore du corps politique subit transformations et élargissement. Des questions directement liées à l'actualité politique acquièrent aussi une importance nouvelle, comme la position de l'Église de France dans l'Église universelle ou la succession royale, donnant à la production des règnes de Charles VI et Charles VII son caractère d'immédiateté.

Des thèmes nouveaux ou jusque-là relativement secondaires occupent désormais le devant de la scène, comme la réflexion sur la nation, la discorde et la paix, la guerre et l'histoire, le peuple. En particulier, la France personnifiée envahit la littérature politique, et la propagande patriotique s'impose, au détriment d'horizons plus larges. À l'inverse, l'histoire prend de l'ampleur, au sens où l'écriture du passé est contaminée par les préoccupations contemporaines ; au sens aussi où les faits passés, par leurs similitudes avec le temps présent, prennent un brusque relief.

En s'enrichissant d'une dimension affective, en se développant sous la pression de l'urgence politique et militaire, la littérature politique des règnes de Charles VI et Charles VII a-t-elle fait l'économie d'une conceptualisation ambitieuse ? Est-ce avant tout par les filiations textuelles, par l'inscription dans une tradition de la théorie politique que l'on a pu conserver un intérêt pour les grands concepts de la réflexion politique ? Des thèmes majeurs semblent être passés au second plan, tels les origines du pouvoir²¹, le rapport entre le prince et la loi, ou

¹⁹ C'est la remarque faite par Gauvard, art. cit., p. 108 : « Le propre du traité théorique de cette fin du Moyen Âge est bien de mêler le concret de préoccupations politiques immédiates à une réflexion abstraite sur les pouvoirs. [...] Dans le traité théorique, l'actualité est comme enchâssée dans la suite des préceptes qui la transcendent. »

²⁰ Voir par exemple F. Lachaud, « 'Plutarchus si dit et recorde...' : L'influence du *Policraticus* de Jean de Salisbury sur Christine de Pizan et Jean Gerson », *Hommes, cultures et sociétés à la fin du Moyen Âge. Liber discipulorum en l'honneur de Philippe Contamine*, dir. P. Gilli et J. Paviot, Paris, Presses Universitaires de Paris Sorbonne, 2012, p. 46-67.

²¹ Pour Blanchard et Mühlethaler, la contribution de Thomas d'Aquin marque un tournant, dans la mesure où la question de la finalité du pouvoir l'emporte, sous influence aristotélicienne, sur celle de la légitimité et des origines. *Écriture et pouvoir*, op. cit., p. 2 : « Le tournant amorcé par saint Thomas est décisif. Après lui, la réflexion politique se concentrera sur la finalité du pouvoir, négligeant la question des origines et de la légitimité de la royauté. » Sur la question du *rex inutilis* pour la période antérieure, voir E. Peters, *The*

encore la taxinomie des régimes politiques, leur analyse s'effaçant au profit d'une influence avant tout pédagogique et rhétorique de l'œuvre politique d'Aristote.

Pourquoi enfin ne pas avoir proposé un changement à la tête du royaume ? Face au vide au cœur du pouvoir créé par la folie du roi, on pouvait proposer de recourir à un curateur, à la déposition, à l'abdication voire à l'éradication (le tyrannicide fut pratiqué en 1407 et justifié par Jean Petit). Les hommes de savoir, qui disposaient pourtant des autorités canoniques nécessaires pour répondre au cas d'un prince incapable, inutile ou néfaste, n'ont pas choisi d'emprunter cette voie²². S'agirait-il d'une exception française²³ ?

Tous les thèmes qui structurent la littérature politique ne connurent pas un traitement égal entre 1380 et 1461 ; il n'y a pas non plus d'uniformité dans la production littéraire politique, même s'il semble difficile de soutenir l'idée d'un groupe d'auteurs spécifiquement « bourguignons », du moins avant une période tardive, ou encore d'un courant « royal », d'abord incarné par les sectateurs des Marmousets (1388-92) puis par les Armagnacs et enfin les défenseurs de Charles VII. Comme les travaux récents l'ont démontré, la plupart des auteurs s'attachent à prouver sinon une autonomie, du moins la liberté de parole, qui est une des garanties de leur autorité. Il semble toutefois qu'en parallèle à la montée en puissance du thème monarchique dans le royaume devenu corps mystique, on puisse cerner un groupe important d'auteurs soucieux de défendre la légitimité royale et la puissance de la monarchie française. Au-delà du souci de la réformation du royaume de France, et des retombées sur la littérature politique de l'activité de propagande encouragée par la monarchie elle-même, on peut deviner la mise en place progressive de véritables lignes politiques, dont les auteurs se font l'écho. Si l'on doit certainement suivre J. Krynen lorsqu'il voit dans les positions défendues par les auteurs politiques de la période le prélude aux conceptions absolutistes – une évolution née d'un resserrement autour de l'autorité monarchique, dans le cadre de la nation, face à une crise sans précédent – peut-être faut-il aussi malgré tout faire une place à d'autres idéaux, sans doute influencés par l'idée de représentation²⁴.

L'écriture politique médiévale est marquée par la recherche d'une position d'autorité et de légitimité par les auteurs. Le recours à la prophétie, au conseil politique, à l'entreprise pédagogique peut être considéré comme l'expression d'autant de stratégies destinées à donner du poids à la parole de l'auteur politique. Cette écriture est également marquée par une tension entre la réponse au contexte, le désir de peser sur celui-ci et le caractère intemporel que produit l'inscription du

Shadow King. Rex Inutilis in Medieval Law and Literature, 751-1327, New Haven et Londres, Yale University Press, 1970.

²² Les décrétales *Grandi* (1245) et *Ad apostolice dignitatis* (1245) d'Innocent IV avaient trouvé des solutions : le roi incapable pouvait garder la dignité royale, mais le gouvernement appartenait à un autre prince, le roi pouvait être déposé en raison de ses crimes. On pouvait aussi prendre exemple de l'abdication de Célestin V en 1294 en raison de ses faiblesses pour la transposer dans le domaine temporel.

²³ B. Guenée, *Un Meurtre, une société. L'assassinat du duc d'Orléans (23 novembre 1407)*, Paris, Gallimard, 1992, *passim*.

²⁴ J. Krynen, *L'Empire du roi. Idées et croyances politiques en France XIII^e-XV^e siècle*, Paris, Gallimard, 1993, troisième partie.

texte dans un genre donné. Pendant la période qui nous occupe, on voit que l'écrit politique est devenu, en l'absence peut-être de cadres comme les assemblées, un des lieux privilégiés du dialogue politique : on pourrait ainsi expliquer le contraste entre une production française considérable aux XIV^e et XV^e siècles, et une production anglaise restreinte – avant Fortescue, qui écrit loin de la cour et du parlement. C'est dans ce sens peut-être que l'on peut penser que la littérature politique a contribué à infléchir la vie politique.

Frédérique Lachaud
Université de Lorraine
EA 3945 – CRULH

Lydwine Scordia
Université de Rouen
EA 3831 - GRHIS